



Assemblée générale

Distr. générale
15 septembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session
Cinquième Commission

Questions renvoyées à la Cinquième Commission

Note du Secrétariat

1. A la 2^e séance plénière de sa soixante-douzième session, le 5 septembre 2017, l'Assemblée générale a pris des décisions concernant la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (voir A/72/252), y compris pour ce qui est des questions renvoyées à la Cinquième Commission (voir annexe).

2. L'attention du Comité est appelée sur les parties des sections III et IV du rapport du Bureau (A/72/250 et Corr.1) concernant l'ordre du jour des grandes commissions et sur les recommandations concernant l'organisation de la session figurant à la section II de ce rapport. Ces recommandations ont également été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (le 9 octobre 2017).



Annexe

Questions renvoyées à la Cinquième Commission

1. Élection des bureaux des grandes commissions [point 5].

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

2. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations [point 115] :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale :
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Vice-Président de la Commission;
 - e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit.
3. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale [point 121].
4. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes [point 133] :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - c) Centre du commerce international;
 - d) Université des Nations Unies;
 - e) Plan-cadre d'équipement;
 - f) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - g) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - i) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - j) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - k) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - l) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - m) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - n) Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - o) Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

- p) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;
 - q) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes);
 - r) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994;
 - s) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;
 - t) Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux;
 - u) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
5. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies [point 134].
 6. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 [point 135].
 7. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 [point 136].
 8. Planification des programmes [point 137].
 9. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies [point 138].
 10. Plan des conférences [point 139].
 11. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies [point 140].
 12. Gestion des ressources humaines [point 141].
 13. Corps commun d'inspection [point 142].
 14. Régime commun des Nations Unies [point 143].
 15. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique [point 144].
 16. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne [point 145].
 17. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [point 146].
 18. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [point 147].
 19. Financement du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux [point 148].
 20. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies [point 149].
 21. Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei [point 150].
 22. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine [point 151].

23. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire [point 152].
 24. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre [point 153].
 25. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo [point 154].
 26. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental [point 155].
 27. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti [point 156].
 28. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo [point 157].
 29. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria [point 158].
 30. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali [point 159].
 31. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient [point 160] :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
 32. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud [point 161].
 33. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental [point 162].
 34. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour [point 163].
 35. Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité [point 164].
 36. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti [point 165].
-